

# L'école : territoire de l'ennemi ?

Les changements climatiques, les crises économiques, la montée des intégrismes religieux ont fait de notre époque l'âge



■ Yves PEDRAZZINI

des incertitudes, ou l'âge de la peur, tant ces incertitudes nous inquiètent. L'insécurité est le nouveau spectre qui hante les démocraties, mais l'obsession de la sécurité répond à la phobie de l'incertitude, pas à l'insécurité, moins encore à la violence. La violence de certains établissements scolaires français est un « bout » de la violence d'une société post-industrielle, post-coloniale et post-urbaine (c'est-à-dire dont l'urbanité n'est plus garante de cohésion sociale). Elle est la violence d'une société parvenue au bout d'une modernité marquée par la croissance industrielle et au bout d'un processus de décolonisation qui a perduré bien au-delà des indépendances. Elle est aussi la violence d'une société ayant épuisé les ressources de l'urbanité pour n'en garder que les nuisances. Les violences qui ont lieu dans des établissements scolaires ne sont que l'une des conséquences de la violence des « postsociétés » contemporaines. Cela ne veut pas dire que toutes les situations « postsociales » sont partout équivalentes.

L'école de la République française ne peut échapper à ce qu'est le monde, pas plus qu'à ce qu'est la France aujourd'hui. Bien évidemment, en prenant appui sur des analyses faites à Caracas ou Mexico, je ne cherche ni à relativiser la violence des écoles françaises, ni à nier la nécessité de renforcer la sécurité des écoliers et de leurs professeurs. Ainsi, si la violence en milieu scolaire en France – en tant que telle – ne m'apparaît pas comme un problème extrêmement préoccupant, relativement à « ce qu'on voit ailleurs », elle m'inquiète cependant quand je la pense comme expression d'une violence du monde contemporain, car je sais par expérience que plus rien ne l'apaise. Mais en même temps, je serais prêt à dire que la sécurité, plus que la violence, menace l'école comme espace et institution. C'est dans ce cadre général qu'il faut penser « nouvellement » la violence à l'école. La recadrer, la situer, à la fois dans son temps et dans son espace.

Paris ou même Saint-Denis ne sont pas Orange County, Tepito ou Soyapango, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'école et tout à voir avec l'évolution de la ville (*alter*) moderne comme espace du capitalisme. Attention donc à ne pas prendre des cités pour des ghettos ethniques, des groupes de jeunes désœuvrés de pied des immeubles pour des gangs, des collèves de province pour des *Blackboard Jungles*... J'ai, certes, une tendance à sous-estimer la violence des métropoles européennes, mais c'est parce que je ne crois pas que celles-ci vont fatalement finir par répliquer Medellin, Lagos ou Manille. Je pense en revanche que les grandes villes d'Europe – et donc un certain nombre d'établissements scolaires français – sont gagnées par la violence. Parce que la violence

n'entre pas toujours dans les écoles par la porte d'entrée, ni aux heures de cours. Les salles de classe ne sont pas des salles de lutte de classes, mais les conflits sociaux y ont leurs habitudes. On a fait entrer la télévision, Internet, le sponsoring, l'industrie du spectacle, l'économie néolibérale dans l'école, mais on ne veut pas que la violence y entre aussi, que les jeunes y entrent avec leurs colères, leurs disputes, alors que la violence du monde est déjà dans l'école. Quand les écoliers en franchissent le seuil le matin, elle est là, elle y a passé la nuit. Les murs des écoles sont poreux, la violence y pénètre facilement. Mais ce n'est pas la violence des jeunes. La porosité des sociétés occidentales est telle que c'est la violence du monde contemporain, la violence de l'urbanisation, qui parvient dans les salles de classe et les cours de récréation. Parce qu'elles sont des sociétés postcoloniales dont les colons ne sont jamais ni rentrés « chez eux », ni restés « ici », des sociétés postindustrielles dont les ouvriers ne se sont jamais reconvertis, ni n'ont continué à travailler dans leur branche, elles sont des sociétés postcapitalistes, des sociétés posturbaines, dont les fragments ne se juxtaposent pas et dont les différentes séquences sont cloisonnées ou, au mieux, forment un archipel d'îlots éloignés les uns des autres. La séquence école n'est pas rattachée à la séquence plan urbain, mais pas non plus à la séquence apprentissage ou à la séquence métier exercé.

## LE DERNIER ESPACE PUBLIC

La forme architecturale des bâtiments scolaires emprunte souvent à celle des prisons. Copiant l'environnement construit qui l'entoure et se durcit, les bâtiments scolaires reproduisent spatialement les effets de la violence des villes, c'est-à-dire leurs divisions et leur sécurisation abusive. L'institution scolaire prétend repousser la violence, tout en l'invitant formellement. En effet, en proposant des enveloppes de plus en plus sécurisées, les architectes font que l'urbanisme de la peur qui prévaut à notre époque et donc la violence

s'expriment également dans le milieu scolaire. *Par sa forme, l'école est une école de la violence.* Et pour en revenir à l'éventuelle nouveauté de cette violence, le problème n'est pas l'école, mais le fait que l'école est, aujourd'hui, le dernier espace public, avec peut-être les *playgrounds* – et voilà la violence dans le sport (de combat), avec peut-être aussi les transports publics, et voilà la violence dans le métro, dans les bus, les trains de banlieue ! – l'espace public abrite forcément aussi la violence. L'école, censée bien plus que l'église être au centre du village, est en règle générale construite en périphérie. À l'écart. Elle devrait être au centre des projets territoriaux, la voilà marginalisée, sous prétexte d'être sécurisée, alors que, dans des quartiers privés d'espaces publics, elle représente la dernière chance d'agora dans la cité. Sans moyens pour assumer cette tâche, elle n'opère plus que comme « surface de réparation », plus ou moins brutalement. La tentation est grande dès lors qu'elle devienne un « quartier fermé », une *gated community* de plus, perdue dans les fragments dispersés de la ville.

Il n'est pas sûr que les violences dans les écoles soient des « violences tout court ». Il me paraît même dangereux, pour l'analyse d'un phénomène à l'évidence historiquement et spatialement contextualisé, de les considérer comme telles. Car la violence, si elle est bien « au cœur du monde » et « en France », comme nous l'avons supposé plus haut, n'en est pas moins devenue, sous les pressions d'une société surexposée aux risques, un lieu spécifique, unique au monde et unique en France après tout, et, comme tel, un lieu qui doit être pensé spécifiquement. En effet, si l'école est aujourd'hui le dernier espace public, il est aussi un espace d'une qualité qui s'est raréfiée ces dix ou vingt dernières années en raison précisément de nos obsessions sécuritaires qui ont fait des places et des rues, mais aussi des stades, des plages et des forêts, des endroits dangereux du fait même de leur publicité. L'école a dû peu à peu accueillir toutes les sociabilités jadis inscrites dans l'espace public et qui, avec leur disparition planifiée (haine de la rue des urbanistes et des politiques), ont été refoulées à l'intérieur des bâtiments scolaires. La violence « de la ville », « de la rue », est dès lors logiquement *contenue* dans les bâtiments scolaires, doublement, puisqu'elle y prend place mais que la société espère qu'elle y sera contenue, qu'elle n'en sortira pas. Comme tout lieu de reproduction sociale, les établissements scolaires sont des espaces où des professionnels essaient de contrôler des groupes sociaux, de manière autoritaire ou persua-

sive, mais où paradoxalement, en tant qu'individus, ils sont dressés à s'opposer et à se battre, voire à se détruire, alors même qu'ils appartiennent à une même classe.

La compétition scolaire, reflet de notre état libéral, est en effet une lutte pour la survie. Et si, il y a quelques années, elle s'exprimait d'abord par les résultats scolaires, elle passe aujourd'hui directement par l'affrontement physique. L'École est un haut lieu de la construction sociale de la haine de l'autre. Pas parce que quelque chose aurait foiré dans le système, mais parce que quelque chose a trop bien fonctionné. La violence symbolique du marché des adultes forme les enfants à la violence réelle de l'économie. En cela, on pourrait se dire que l'école est plus dangereuse que violente – en France plus dangereuse qu'une arme à feu. Radicalisé par l'exiguïté du « terrain », coincé *ad aeternam* (toute une journée) dans un espace réduit aux dimensions de la classe, l'enfant dans l'école est un matériel inflammable. On se souvient des poissons de *Rumble Fish* de Coppola (1983) dans leur bocal. L'école n'est qu'une portion de territoire, bornée de toutes parts et dont il faut sans cesse réaffirmer les limites.

Mais là encore, il faut se garder de transposer trop directement les enseignements des *College movies made in USA*. S'il y a lieu de s'inquiéter d'une « globalisation » du *lifestyle gangsta* et donc de la possible apparition de formes d'association de jeunes fondées sur la violence (symbolique, quand même, dans la plupart des cas), c'est que, face à ce que l'on prendrait alors pour un gang ou une *mara*, on réagisse comme des *cops* du LAPD. À l'école comme à la guerre ! Car le danger de blessure physique existe, on ne peut le nier. Il entraîne une sécurisation des salles de classe et la stigmatisation des écoliers du public. Est-ce que cela suffit à ce qu'ils soient craints au point qu'ils apparaissent chaque jour davantage comme de nouvelles classes (d'âge ?) dangereuses ? Je ne crois pas. Pourtant, la criminalisation des violences scolaires et de leurs protagonistes, qui ont parfois moins de dix ans, est à l'ordre du jour et leur prévention apparemment démodée.

Je ne suis pas très optimiste, je crains qu'il existe plutôt en ce moment des pistes d'action pour *ne pas* parvenir à apaiser le climat scolaire, sciemment ou inconsciemment. S'agissant d'une question cruciale pour l'avenir de nos sociétés, la violence en milieu scolaire ne peut être réduite que si l'on commence par poser les termes d'un dilemme contemporain. L'invention, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de la condition adolescente comme période d'indétermination sociale s'est trouvée, depuis une vingtaine d'années, couplée dans les représentations collectives, les médias et les actions publiques avec cette autre invention du moderne, la figure du « délinquant juvénile d'origine étrangère ». Dans les années 2010, cette rencontre qui ne doit pas grand-chose au hasard fait que l'on aborde maintenant la violence en milieu scolaire en oubliant qu'on s'y socialise autant que l'on y apprend et que la diabolisation des écoliers n'est que la dernière stratégie en date des adeptes de la théorie de la responsabilité individuelle. Les représentations sociales sur les jeunes des classes populaires (notamment) ont renforcé l'image d'une école débordée par ses problèmes et où il faudrait intervenir de plus en plus militairement, ou alors en la privatisant. Pourtant, le syndrome de Colombine (20 avril 1999) ou/et *Elephant* de Gus Van Sant ne doivent pas nous mener à opter, hors des États-Unis, pour des solutions sécuritaires intégrales et privées.

Il est certain que des événements de ce type ont eu lieu en Allemagne ou en Finlande et inquiètent ceux qui, par profession, ont la tâche de protéger les citoyens. Cependant, un strict contrôle des armes à feu doit suffire. Car, comme il est dit plus haut, la sécurité absolue serait pour les établissements scolaires (publics en tout cas) un danger bien plus grand que la violence (relative) des adolescents. Une telle sécurisation finira tôt ou tard par signifier l'exclusion d'une certaine catégorie de jeunes, jugés trop violents pour l'école, alors que le vrai danger est aujourd'hui dans le sentiment d'une partie grandissante des jeunes en âge scolaire d'être, pour toujours, « poussés vers la sortie » de la République. Que ce soit en tant qu'« étrangers », même s'ils ont la nationalité française, parce qu'ils ont gardé les traits des anciens colonisés, « délinquants », même s'ils n'en ont que la capuche et le look *gangsta*, et « chômeurs », même s'ils sont formés professionnellement ou ont acquis des connaissances scolaires élevées.

L'école, comme territoire liminal – un seuil franchi sur plusieurs années de la petite enfance et l'âge adulte – peut

apparaître comme le parfait territoire de l'ennemi et ceux qui y travaillent, mais qui, le plus souvent, ne résident pas dans le quartier, représenter « l'oppression ». Quelles que puissent être leurs qualités d'enseignants et la noblesse de leurs valeurs. Cela explique les violences contre l'école. Pris dans le feu croisé du débat sur l'identité nationale et du rôle intégrateur de l'école comme institution, mais aussi comme environnement construit, l'établissement scolaire (comme on parle d'établissements pénitentiaires ou d'établissements médicosociaux) doit mener trop de combats de front et les écoliers ont souvent l'impression d'être abandonnés, écartés de la société.

## UN CHAMP DE BATAILLE COMME UN AUTRE

Ce sentiment est « poussé à bout » par le fait que l'école est gérée et pensée comme un attribut du libéralisme. L'école inclusive des années 1945-1980 s'est progressivement effacée devant l'école exclusive et compétitive des années 1990-2000. Dans la jungle des villes, notamment, le bâtiment scolaire est un champ de bataille comme un autre. Sa spécificité, c'est qu'il met aux prises des guerriers minuscules, appelés trop tôt à défendre leur peau sans armes. Alors, certes, on ne peut espérer réduire le nombre de faits violents – ou ne serait-ce que celui des incivilités, ce petit moyen de signifier, pas toujours symboliquement, à certains enfants qu'ils sont boutés hors de la civilité, hors peut-être de la civilisation – en se limitant aux tâches éducatives traditionnelles de l'école. Il faut faire plus que cela. À l'heure où n'importe quel enfant peut savoir

ce qui se passe au Salvador, en Indonésie ou au Tibet, l'école ne peut plus prétendre être un refuge contre le mal du monde. Pas même un rempart contre le mal de proximité, les pratiques violentes d'une bande de quartier. L'école est un territoire ouvert, balayé par les vents contraires de la globalisation et de la localisation. Elle doit pourtant devenir le lieu le plus multiculturel et multiracé des *postsociétés alter-modernes*, le mur de soutènement d'une culture de la paix fondée sur l'hospitalité et l'apprentissage des autres, dépossédé de ses certitudes éternelles, mais qui n'est jamais, bien qu'incertain, un milieu anxio-gène.

Il y a une dizaine d'années, le cinéaste japonais Kinji Fukasaku avait proposé une solution avec son fameux film manga *Battle Royale* dans lequel il imaginait l'école transformée jusqu'à la mort en jeu de télé-réalité. Les écoliers s'affrontent pour le titre de premier de classe, sous les yeux de leurs parents soulagés par tant de clarté dans le processus de sélection. Seul survit le premier, les autres meurent.

Peut-être que la notion de « violence en milieu scolaire » est une pièce du complot anti-jeune. Peut-être, plus simplement, que le savoir est une marchandise comme une autre que l'on ne peut se procurer sans combattre et éliminer les autres acheteurs. Peut-être que nos sociétés démocratiques ont trouvé dans l'école leurs jeux du cirque. Peut-être aussi que, désorientées, elles cherchent à se rassurer en sécurisant le lieu où les enfants apprennent ce que devrait être le monde de leurs parents, un monde sans violence, quand il n'est qu'un monde sans miracle. Ou peut-être que seuls les enfants sont assez forts pour penser qu'il n'y a de sociétés humaines que violentes... ■

■ YVES PEDRAZZINI

Chercheur au Laboratoire de sociologie urbaine (LASUR), chargé de cours de la section d'architecture de l'École polytechnique fédérale de Lausanne